

## Transcription d'une allocution de M<sup>me</sup> Maria Soledad Alvear Ministre des Affaires étrangères du Chili

Bonne après-midi à tous. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de participer à cette rencontre au cours de laquelle j'aimerais, tout d'abord, dire que le Chili accorde à la société civile une importance particulière. En effet, le gouvernement du président Lagos a choisi d'incorporer la société civile dans diverses instances gouvernementales comme un des éléments clés du développement communautaire intégré, efficace et équitable. Pourquoi cette option a-t-elle été retenue comme politique d'État au niveau des ministères? Il existe en effet un ministère tout spécialement chargé d'enregistrer les organismes de la société civile et de relier ces organismes aux diverses actions et politiques entreprises dans notre pays. C'est pourquoi tant la politique intérieure que la politique extérieure, dans chacun de nos pays, sont plus axées sur les personnes que sur les gouvernements ou les États — et c'est peut-être là un élément clé de la différence entre le XX<sup>e</sup> siècle qui vient de s'achever et le XXI<sup>e</sup> siècle qui commence à peine. Le fait d'axer la définition des politiques sur les personnes signifie que nous devons les considérer au moment d'élaborer ces définitions. Mais qu'est donc la société civile pour nous? Nous la tenons comme l'ensemble des associations, des regroupements et des entités de tout genre émanant du monde civil et dont le but est de discuter des problèmes qui touchent les divers segments de la société et de promouvoir certaines valeurs communes, ce qui, en sciences politiques modernes, s'appelle « le capital social ». Nous savons tous que pour progresser, une société a besoin de son capital physique, qui comprend l'argent, l'épargne, les machines, les investissements et les biens tangibles. Nous avons aussi besoin du capital humain, représenté par l'éducation, la formation, les connaissances et, enfin, nous avons besoin de ce « capital social », défini comme un ensemble de réseaux et de structures qui existent dans nos sociétés.

Dans le contexte des Sommets, la société civile a joué un rôle de plus en plus important. Je suis fière de pouvoir dire que nous avons eu avec eux des contacts pour la préparation de divers documents et que nous avons bénéficié de la participation très active de groupes qui se sont coordonnés pour faire des propositions. Déjà, l'an dernier, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'OEA, qui s'est tenue à Windsor, au Canada, nous avons pu présenter un document préparé par la société civile. Nous maintenons le dialogue et travaillons avec empressement pour parfaire cette approche, même si des préoccupations peuvent être exprimées quant au processus de communication et aux genres de réactions auxquelles nous avons été témoins.

Pour pouvoir vous comprendre et pour que vous nous compreniez, j'aimerais seulement vous rappeler que ces Sommets des Amériques nous ont permis de réaliser d'importants progrès dans nos pays. En effet, le processus qui mènera à un Accord de libre-échange des Amériques s'inspire d'une idée qui semblait très difficile à atteindre